

BVGer B-1410/2022 vom 14. April 2022

Bundesverwaltungsgericht, 2022-04-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_B-1410_2022

FR: TAF B-1410/2022 du 14 avril 2022

IT: TAF B-1410/2022 del 14 aprile 2022

Regeste

Accords illicites

Erwägungen

E. 2

Interdit aux diffuseurs-distributeurs Albert le Grand S.A., Dargaud (Suisse) S.A., Diffulivre S.A., Diffusion Transat SA, Editions Glenat (Suisse) S.A., Interforum Suisse SA, Les éditions des 5 frontières SA, Les Editions Flammarion S.A., OLF SA et Servidis SA d'entraver par des contrats de distribution et/ou de diffusion concernant les livres écrits en français les importations parallèles par tout détaillant actif en Suisse ; 3. Classe l'enquête à l'encontre des autres parties à la procédure ; 4. Condamne les diffuseurs-distributeurs Albert le Grand S.A., Dargaud (Suisse) S.A., Diffulivre S.A., Diffusion Transat SA, Editions Glenat (Suisse) S.A., Interforum Suisse SA, Les éditions des 5 frontières SA, Les Editions Flammarion S.A., OLF SA et Servidis SA solidairement au paiement des frais de procédure s'élevant à un montant de 760'150 francs suisses, le reste des frais étant mis à la charge de la Confédération ; 5. Notifie la présente décision à [...] ». B. B.a Le 11 juillet 2013, la recourante a déposé un recours contre dite décision devant le Tribunal administratif fédéral, concluant d'une part, à l'annulation des ch. 1, 2 et 4 de son dispositif et, d'autre part, à ce que la procédure soit classée sans suite à son encontre. B.b Par arrêt du 30 octobre 2019 (B-3975/2013), le Tribunal administratif fédéral a partiellement admis le recours, dans la mesure de sa recevabilité. Il a réformé le ch. 1.8 du dispositif de la décision du 11 juillet 2013 de la Comco en ce sens que le montant de la sanction s'élève à [...] francs. S'agissant des frais de procédure, il les a fixés - par arrêt B-6704/2019 du 8 janvier 2020 rectifiant le ch. 3 du dispositif de son arrêt du 30 octobre 2019 - à un montant réduit à 11'250 francs, à charge de la recourante, le solde de l'avance de frais de 3'750 francs lui étant restitué. Un montant de 19'000 francs lui a en outre été alloué à titre de dépens. C. C.a Le 4 janvier 2020, la recourante a formé un recours en matière de droit public contre cet arrêt auprès du Tribunal fédéral. C.b Par arrêt du 3 mars 2022 (2C_44/2020), le Tribunal fédéral a très partiellement admis le recours en ce sens que la recourante a été condamnée à payer un montant de 76'015 francs au titre de frais de la procédure devant la Comco ; l'arrêt attaqué a été confirmé pour le surplus. La cause a pour le reste été renvoyée au Tribunal administratif fédéral afin qu'il statue à nouveau sur les frais et dépens de sa procédure. Droit : 1. A la suite de la réformation, par le Tribunal fédéral, de l'arrêt du Tribunal administratif fédéral B-3975/2013 du 30 octobre 2019, il incombe à celui-ci de statuer sur les frais et les dépens relatifs à la procédure s'étant déroulée devant lui. Il convient dans de tels cas de statuer sur la répartition des frais et des dépens sur la base de l'issue finale de la procédure, telle qu'elle découle de l'arrêt du Tribunal fédéral.

E. 2.1

En règle générale, les frais de procédure, comprenant l'émolument judiciaire et les débours, sont mis à la charge de la partie qui succombe (cf. art. 63 al. 1 PA et art. 1 al. 1 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). Aucun frais de procédure n'est toutefois mis à la charge des autorités inférieures déboutées (cf. art. 63 al. 2 PA).

E. 2.2

En l'espèce, la recourante a conclu, dans son recours devant le Tribunal fédéral, à l'annulation de l'arrêt du Tribunal administratif fédéral en tant qu'il la condamne au paiement d'une sanction de [...] francs et met à sa charge une partie des frais de procédure de recours. Elle a également demandé au Tribunal fédéral de constater qu'elle n'avait pas participé à des accords illicites en matière de concurrence, de la libérer de toute sanction et, enfin, de mettre les frais de la procédure devant la Comco et le Tribunal administratif fédéral à la charge de la Confédération. Le Tribunal fédéral a partiellement admis le recours en ce sens qu'il a réformé l'arrêt du Tribunal administratif fédéral du 30 octobre 2019 et condamné la recourante à payer un montant de 76'015 francs au titre de frais de la procédure devant la Comco ; l'arrêt attaqué a été confirmé pour le surplus.

E. 2.3

Il suit de ce qui précède que la recourante, de par l'arrêt du Tribunal fédéral, a obtenu gain de cause en tant qu'elle n'est plus tenue de payer solidairement les 760'150 francs de frais de procédure devant la Comco. Il lui appartient uniquement de payer sa part de frais de procédure, à savoir 76'015 francs. L'arrêt du Tribunal administratif fédéral a été entièrement confirmé pour le surplus. Le gain, pour la recourante, de la procédure de recours devant le Tribunal fédéral se limite donc à la perte du risque de devoir payer les frais de la procédure devant la Comco pour les autres diffuseurs/distributeurs. Compte tenu des conclusions prises par la recourante devant le Tribunal fédéral et du gain très partiel finalement obtenu par rapport à l'arrêt du Tribunal administratif fédéral, il se justifie de mettre à la charge de celle-ci, pour la procédure B-3975/2013, des frais judiciaires réduits, arrêtés à 11'000 francs. Ceux-ci sont imputés sur l'avance de frais de 15'000 francs versée le 21 août 2013. Le solde de 4'000 francs sera restitué à la recourante dès l'entrée en force du présent arrêt.

E. 3.1

L'autorité de recours peut allouer, d'office ou sur requête, à la partie ayant entièrement ou partiellement gain de cause une indemnité pour les frais indispensables et relativement élevés qui lui ont été occasionnés (art. 64 al. 1 PA). Les autorités fédérales n'ont pas droit à des dépens (art. 7 al. 3 FITAF).

E. 3.2

La recourante a obtenu partiellement gain de cause et s'est vu octroyer, à titre de dépens, un montant de 19'000 francs par l'arrêt du tribunal de céans du 30 octobre 2019, auquel il est renvoyé. À la suite de l'arrêt du Tribunal fédéral, elle n'obtient en sus gain de cause que sur un point secondaire et pour un motif qu'elle n'avait pas envisagé dans ses écritures devant l'instance de céans ; il ne se justifie ainsi pas de lui allouer une indemnité de dépens supérieure.

E. 4

Il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires (cf. art. 6 let. b FITAF) ni d'allouer de dépens (cf. art. 64 al. 1 PA et art. 7 al. 1 FITAF a contrario) pour la présente procédure.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.